

S'appropriier un problème public : les citoyens ordinaires face aux discours sur l'énergie

Jérémy Bouillet

Doctorant en science politique au laboratoire PACTE (Grenoble) & au GRETS (EDF R&D, Clamart) - ATER Sciences Po Grenoble

jeremy.bouillet@sciencespo-grenoble.fr

Résumé. L'opinion publique sondée dans les grandes enquêtes témoigne de l'écart entre « pétitions de principe » et réalité au quotidien sur les questions d'énergie et d'environnement. Ce travail propose une explication de la manière dont les « citoyens ordinaires » intègrent des parties de discours sur les questions énergétiques, les réagencent et les prennent en compte ou non dans leur vie quotidienne, dans un jeu croisé de contraintes et de contradictions. Il s'appuie sur des données issues de forums en ligne dont l'un des intérêts est de proposer aux enquêtés des scènes d'expression dont la publicité varie, faisant ainsi apparaître des écarts entre les principes défendus en « public » montrant ce que la norme doit être, et les pratiques routinières décrites en « privé » ; de même ils permettent de faire apparaître des degrés de conflictualité liés aux divers aspects des enjeux énergétiques.

1 Un problème public géré en privé : la force de la norme sociale

Selon un sondage IFOP réalisé en 2014¹, 74% des interrogés se sentent au moins « assez concernés » par la « transition énergétique » ; dans le même temps, 73% n'a aucune connaissance des primes et subventions mises en place par les collectivités territoriales pour aider aux travaux d'amélioration énergétique. Ne multiplions pas les exemples : les rapports d'analyse des instituts concluent souvent : « les Français souffrent d'un déficit d'information ». Et les acteurs publics cherchent alors à développer des politiques publiques « orthopédiques », comme s'il suffisait d'apporter la « bonne » information ou la connaissance des « bons » gestes pour qu'un citoyen compétent, actif (et fictif) s'en empare et ajuste ses pratiques. Au mieux, l'enjeu de la transition énergétique, et plus généralement ceux de l'environnement, sont ainsi rabattus sur un défaut d'information dont la résolution permettrait à des citoyens pensés comme ignorants de monter en compétence. Au pire, l'individu est alors perçu comme incapable de comprendre et résoudre les problèmes posés par ces enjeux, et seuls des experts pourraient prendre en main le problème.

Or, en matière d'énergie, la figure de l'individu est composite. Le citoyen cohabite dans le même temps avec le consommateur, et l'utilisateur. Et l'individu aborde les enjeux énergétiques en étant soumis aux impératifs contradictoires de ces trois figures. Les récentes évolutions du secteur de l'énergie (dérégulation du marché, nouvelles réglementations thermiques, développement des Certificats d'économies d'énergie, etc.), et la reconfiguration du problème énergétique dans l'espace public (avec le développement des arènes de concertation : Grenelle, DNTE...) ont eu tendance à valoriser la figure la plus normative ; le citoyen, devenu « *citoyen-consommateur* », agissant pour une « *consommation durable* ». Mais ces trois figures fonctionnent de concours : trois injonctions qui peuvent se renforcer l'une l'autre mais qui sont parfois paradoxales et contradictoires.

¹ http://ifop.fr/media/poll/2852-1-study_file.pdf

D'autre part, ces trois figures ne sont pas réductibles à l'individu atomiste. Celui-ci s'insère dans un collectif ; ou plutôt, il est inscrit dans un « *équilibre nous-je* ». Plutôt que d'opposer conceptuellement individu et collectif, nous pouvons donc considérer qu'il existe un continuum de degré de publicité des scènes de prise de parole. À un extrême, la parole est ainsi publique et l'individu s'exprime par exemple, non en propre, mais *en tant que* porte-parole. À l'autre, les scènes de moindre publicité sont celles où la tyrannie du groupe est restreinte, et où l'individu peut limiter les effets de conformité. **Et en tant qu'entreprise collective, la transition énergétique est porteuse de normes dont les individus ont conscience publiquement, qu'ils respectent parfois, mais avec lesquelles ils prennent leurs distances à d'autres moments, souvent privés.**

Tirailé entre, d'une part, les figures contradictoires qui coexistent en lui (citoyen, usager, consommateur) et, d'autre part, entre un ordre public plutôt moral et un ordre privé autour des pratiques, **quelle place la transition énergétique trouve-t-elle pour le « citoyen ordinaire » ?**

Ce travail cherche à montrer que sans être un expert en matière d'énergie, le non-expert est doté de savoirs et de savoir-faire acquis par l'expérience. Ni incompetents, ni sur-compétents, les individus interrogés (re)produisent des récits préconstruits en les ajustant. Pour peu que le dispositif d'interrogation permette à l'interviewé de développer son raisonnement, ce « citoyen ordinaire » développe des discours relativement bien articulés en lien avec les problèmes énergétiques et environnementaux discutés dans l'espace public, ainsi qu'une conscience des dimensions normatives des enjeux. Une des difficultés majeures qu'il rencontre cependant réside dans la manière de joindre ce qui relève du registre de la morale et ce qui répond à un registre pratique, au quotidien.

Le degré de publicité de la scène d'expression est un bon indicateur de l'intégration des normes sociales relatives à l'énergie, et de la volonté des individus de mettre en congruence morale et pratique. Réintroduire le concept de norme sociale dans la problématique de l'énergie permet ainsi de sortir du constat de l'individu sous-informé voire incompetent, et, en évitant la réduction de l'opinion à celle des seuls sondages, d'observer la distribution et la force des croyances pour anticiper certaines pratiques.

2 Des récits sur l'énergie structurés

Que connaissent les « agents ordinaires » des enjeux énergétiques et de quelle manière utilisent-ils ces éléments et les agencent-ils dans des récits ? Premier constat de l'analyse : les enjeux relatifs à l'énergie et à l'environnement n'apparaissent pas – sauf exception – en haut de la hiérarchie des enjeux. L'analyse d'un forum sur la présidentielle a montré à ce titre que les répondants estiment généralement secondaire ces questions face à d'autres présentées comme tout à la fois, plus conflictuelles, plus complexes à résoudre et plus fondamentales (l'emploi, le pouvoir d'achat, etc.). L'absence apparente de logique de conflictualisation pourrait laisser penser que les questions d'énergie sont faiblement politisées voire sous-thématisées ; le « citoyen ordinaire » n'y accorderait alors qu'une oreille distraite et épisodique. Pour le dire caricaturalement, le problème public n'étant pas bien structuré dans l'espace public, ou en mode mineur, il n'existerait pas – ou que peu – dans l'opinion et ne poserait finalement pas « problème ».

Un traitement quantitatif des données qualitatives permet cependant de montrer que cette hypothèse est simpliste. Il existe une typicité des discours communs qui peuvent être tenus sur les questions d'énergie :

1. Tout d'abord, *le récit domestique du « faire »*, centré sur les gestes réalisés au quotidien, les équipements et pratiques dans le foyer occupe une certaine place. Il s'agit d'un récit peuplé d'objets : ampoules, appareils électroménagers, poubelle, cartons, etc. avec ses lieux (la « maison » en général, et la « cuisine » en particulier) et ses routines (faire le tri, faire le potager, vider la poubelle). La question de l'eau et de la lumière est couramment abordée sous l'angle de la surveillance (veiller à sa consommation mais aussi à l'évolution des prix) et du

confort. À ce titre, ce discours illustre bien les trois principes développés dans les travaux d'Elisabeth Shove : escalade (demande de confort en augmentation qualitative et quantitative permanente), standardisation (les standards s'homogénéisent) et résistance (luttés pour conserver ces standards et tensions internes au foyer). Les verbes les plus significatifs sont ici : chauffer, éteindre, isoler, habiter ou trier, et pronoms personnels comme déterminants renvoient au registre de l'intimité domestique : « dans », « ma », « mon », « nous », etc.

2. Second récit mais dont la taille varie fortement selon les forums analysés : *un récit du « croire » autour des enjeux énergétiques dans le jeu électoral*. Très présent au cours de la campagne présidentielle, un second forum nous a montré qu'il existe également en régime de routine, en dehors du cadre des prochaines élections. Pour la campagne présidentielle, il est structuré autour des notions de programme, de candidat, de débat, de voix électorales... Le mise en scène de l'accord entre EELV et le PS est décrit comme un véritable feuilleton avec ses épisodes, ses rebondissements, les acteurs « qui trahissent » ou ceux « qui mentent ». Hors campagne, il est développé sous l'angle du débat citoyen et de la responsabilité des acteurs politiques à endosser les enjeux énergétiques. La figure de l'expert est introduite, tantôt décrite comme nécessaire à la prise de décision collective, tantôt décrié comme un agent au service de lobbies. Il s'agit dans les deux cas d'un récit très peuplé : Bayrou, Hollande, Hulot, Joly, Sarkozy, des acteurs locaux, ou encore « Fukushima » ou « Grenelle de l'environnement » où l'affect et la personnalisation sont centrales (surreprésentation des formes « je », « me » et des segments répétés « je pense », « je suis », « j'ai »).
3. Le troisième récit, très normatif, s'apparente à *un discours du citoyen-consommateur responsable : c'est un méta-récit du « devoir »* où les termes les plus surreprésentés sont « changement climatique », « humain » et « nature ». Il délaisse les acteurs et les lieux au profit de principes de protection et d'éducation (protéger et éduquer sont du reste les deux verbes les plus significatifs de ce discours). Les modalisateurs de but ou de cause tiennent une place importante : « à cause de », « de manière à », « en même temps », « surtout ». Il s'agit donc à la fois d'un récit démonstratif et normatif sous l'angle de la (l'auto)persuasion par les preuves (quels effets du réchauffement climatique ? quelles preuves de l'épuisement des ressources fossiles ?) et par les principes (nécessité de trouver des solutions collectives et surtout de les faire appliquer à tous, nécessité de penser aux « générations futures »). Une de ses tensions réside dans le rapport entre le collectif (« notre », « nos », « nous ») et l'individu (« chacun », « tous »). Deux phrases illustratives de ce récit sont : « environnement rime avec citoyenneté » et « la génération actuelle n'a nullement le droit de sacrifier la planète afin d'assouvir sa soif de profit ».
4. Dernier récit structuré à émerger, important en volume quelque soit le forum considéré, *celui du « pouvoir » autour des solutions à valoriser*. Il opère essentiellement par mise à distance, d'où la surreprésentation des formes « ils », « autre », « loin », « longtemps » et la force des formes conditionnelles (« si... alors »). Les verbes illustratifs de ce récit sont nombreux : créer, trouver, exploiter, décider, faire, prendre, construire, diversifier, etc. Le cadrage économique y est important puisque trouver des solutions passe par le développement de nouvelles filières, le soutien à l'emploi, l'action des entreprises, le degré d'investissement des États, le soutien des politiques publiques, etc. « L'effort » et « la recherche » sont donc des éléments structurants de ce récit, de même que sa dimension collective.
5. Notons enfin que « *faire bonne figure* » pour reprendre les mots du sociologue Erving Goffman occupe une place importante dans la gestion des forums par les enquêtés. En moyenne, près de 22% des énoncés des répondants sont d'ordre purement phatiques et concernent l'interaction avec le forum (son fonctionnement), l'enquêteur ou avec les autres enquêtés : appliquer ou rappeler les règles de bienséance d'une discussion (politesse, excuse, modération des propos, etc.). Si cela ne constitue pas un récit, il est intéressant de relever la force d'un discours d'entretien de l'interaction.

Quoique identifiés isolément par l'analyse statistique, ces récits ne sont pas complètement autonomes les uns des autres. En effet, les individus interrogés entremêlent en permanence des éléments de ces quatre récits, venant ainsi parfois commodément nourrir leur point de vue, et parfois soulignant les situations contradictoires auxquelles ils sont soumis. Schématiquement : « je sais que je *devrais*... mais à la maison, je ne *peux* pas... » ou « je *crois* que tel candidat *peut* vraiment... car pour *pouvoir* agir, il *faudrait*... ». La figure 1 illustre cet enchâssement des récits (N = 926)².

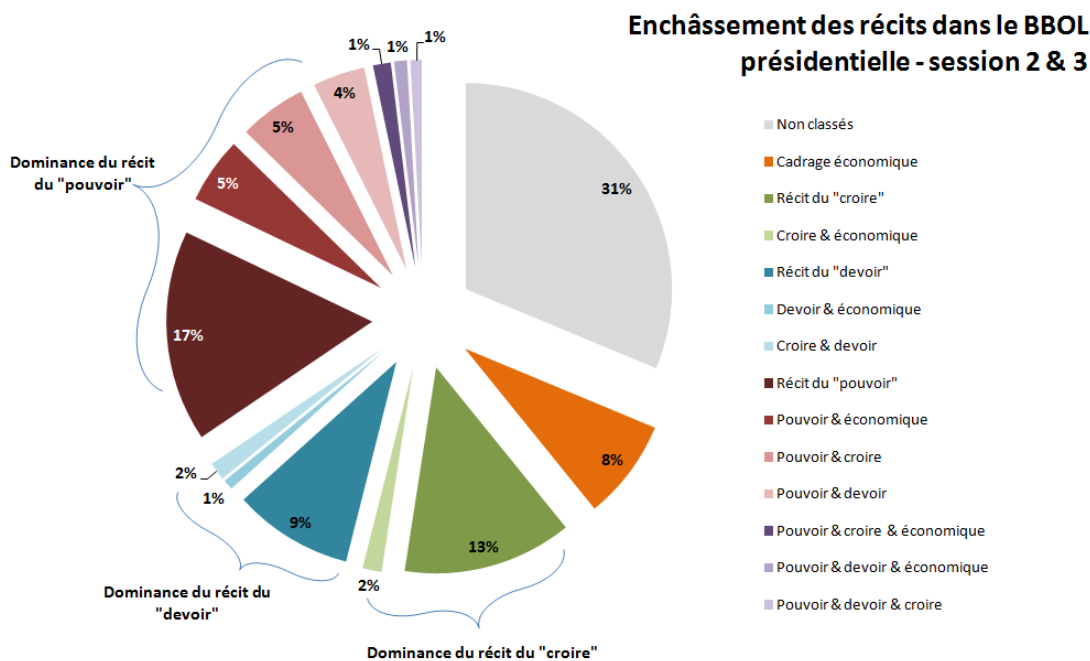


Figure 1. Le graphique présente la manière dont les récits s'enchâssent dans les réponses des sessions 2 et 3 du forum mené pendant la campagne présidentielle de 2012.

3 Des interactions et des scènes

Autre force et probablement apport majeur du forum d'enquête tel qu'il a été conçu : la possibilité de faire varier la publicité des scènes d'expression. Certains jours étaient ainsi consacrés à répondre à des sujets « en privé » ou plus exactement avec l'enquêteur comme seul interlocuteur visible ; à l'inverse, d'autres nécessitaient de répondre à des sujets publiquement, donc d'afficher sa réponse devant les autres enquêtés, et risquer ainsi de la voir discutée et critiquée. Le dispositif différenciait donc une phase de discussion sans tiers public et avec tiers public. L'analyse permet de replacer les types de discours vus précédemment dans leurs contextes privés ou publics.

La figure 2 illustre graphiquement plusieurs éléments. Tout d'abord, le récit du « croire » est un récit d'ordre privé. Il se tient sur des scènes de moindre publicité car les enquêtés, tout en étant prêt à se livrer à l'enquêteur, le discutent peu entre eux. Pour l'essentiel, celui du « faire » se tient également dans les mêmes scènes, comme si on ne pouvait discuter de l'intimité domestique qu'avec un nombre

² Recodage manuel des 926 réponses depuis Sphinx Lexica. Les « non-classées » regroupent notamment les éléments relevant du discours phatique ainsi que du récit domestique du « faire », exclu du recodage pour des raisons que nous ne développons pas ici.

de tiers restreint. À l'inverse, les récits du « pouvoir » et du « devoir » sont abordés couramment dans les scènes où le degré de publicité est plus important. Les individus entrent alors dans des séries d'interactions multiples ; ils sont prêts et se sentent autorisés à discuter leurs points de vue. Symétriquement, on constate qu'un certain nombre d'éléments de ces récits, et pour certains, des récits entiers font l'objet de plus ou moins de consensus.

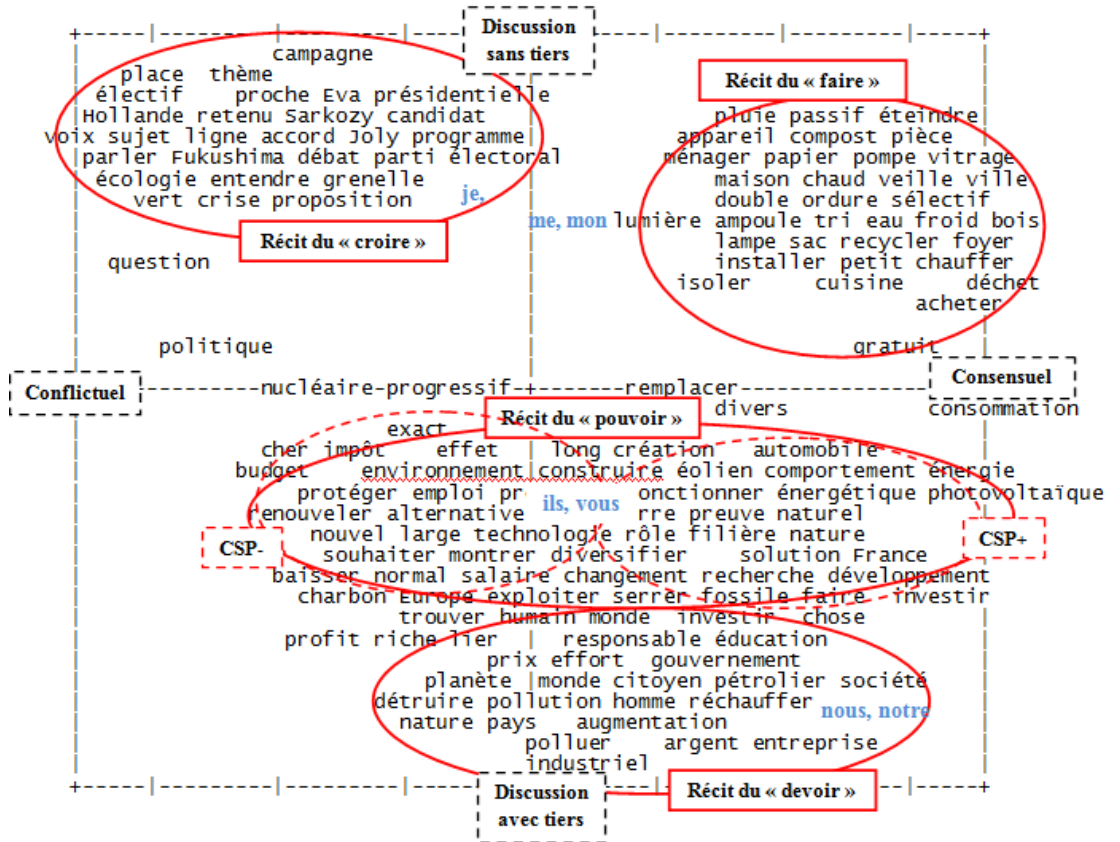


Figure 2. Présentation graphique de l'analyse factorielle des classes Alceste après classification descendante hiérarchique pour le BBOL présidentielle. Axe horizontal (1^{er} facteur) V.P. = 0.3808 (36.63% de l'inertie) ; axe vertical (2^e facteur) V.P. = 0.2562 (24.65% de l'inertie).

Le récit du « croire » est ici illustratif : développé autour de l'individualité du « je » et émaillé de modalisateurs affectifs, c'est un récit que les enquêtés ne discutent collectivement qu'à la marge. S'ils acceptent de faire part de leurs idées politiques et de leurs opinions sur la campagne, le degré de publicité est donc minimal. N'étant pas discuté à proprement parlé, il est *présenté comme conflictuel* par les enquêtés. Ce phénomène illustre bien « l'évaporation du politique » déjà décrit par Nina Eliasoph : les citoyens ont des choses à dire mais se mettent en défaut d'en discuter. Pour les individus interrogés, traiter publiquement ces enjeux revient à se mettre en danger et ouvrir le flanc à la critique :

Alain : *Oui Sylvie, je suis personnellement très satisfait de Sarkozy.* (sic)

Sylvie : *Sans commentaire. Mais écris au moins son nom sans l'écarter...*

Inversement, le rapport au récit du « faire » est relativement pacifié : les enquêtés décrivent des modes de vie assez peu conflictuels, parfois idéalisés. Et lorsque le sujet est abordé sur les scènes publiques du forum, les répondants respectent l'intimité domestique des autres en refusant de porter des critiques fortes.

Il n'en est pas de même en ce qui concerne les récits du « devoir » et du « pouvoir ». L'un comme l'autre sont des récits qu'on accepte d'aborder devant des tiers multiples, et de soumettre clairement à la critique. Dans le premier cas, le « devoir » est construit sur une montée en généralité et la mobilisation d'un « nous » porteur de la communauté politique. Il est majoritairement consensuel et les enquêtés parviennent à s'accorder sur les principes à défendre : protéger l'environnement, être un « bon » citoyen, penser aux générations futures. Il s'agit du récit le plus normatif qui ressorte à l'analyse : perçu comme fondant le collectif, c'est aussi celui qui tolère le moins la divergence de points de vue. Un enquêté-trublion d'un des forums, soulignant les incohérences des autres et marquant d'ironie certaines pratiques ou opinions, est ainsi fréquemment « corrigé ». D'autres enquêtés sont ainsi fréquemment intervenus pour recadrer la norme et entreprendre de le persuader :

Alain : *L'environnement a surtout besoin qu'on lui foute la paix.*

Valérie : *Que la protection de l'environnement ait un coût à l'échelle nationale et planétaire, c'est sûr. Mais pour chacun d'entre nous, ce sont des économies en perspective si nous recyclons nos déchets, si nous réduisons notre consommation d'électricité, si nous ne mangeons pas des tomates en décembre, si nous éteignons nos appareils plutôt que de les mettre en veille, et j'en passe. Chacun peut et doit agir à son niveau !*

Par sa construction même, notre forum n'est pas un dispositif qui valorise le conflit : au contraire, les enquêtés étaient amenés à régler leurs différents par un échange respectueux. Il n'y a donc pas d'exemple de moment réellement conflictuel. Ainsi dans les cas où un enquêté se sent en désaccord, il adopte volontiers une attitude d'*exit* pour reprendre les termes d'Hirschman, en rompant l'interaction. Toutefois on repère plusieurs situations de *voice* : le dissensus est parfois exprimé. Le récit du « pouvoir » donne ainsi l'exemple d'un discours ouvertement dissensuel et lié à l'ancrage social des individus. Il peut se décomposer en deux sous-récits. Le premier, fortement cadré par l'économie et parfois anxiogène, aborde les enjeux énergétiques sous l'angle de la fiscalité et de l'emploi. Les enquêtés qui tiennent ce discours soulignent les risques liés à la cherté des carburants, aux conséquences pour la compétitivité des entreprises ou l'action de l'État (augmentation des impôts) et les lient à la peur de perdre leur emploi dans un contexte de crise. C'est donc un sous-récit peuplé d'acteurs antagonistes entre lobbys, entreprises et État ou régions du monde (Chine, Europe, USA) en compétition : « *les prix augmentent, les pétroliers font des bénéfices mais on est obligé de rouler et de consommer de l'essence* ». Dans ce cadre, l'action collective est perçue comme défailante ou inefficace – quand elle est même perçue. Face à des acteurs qui agissent par « *égoïsme* », l'action individuelle apparaît comme le seul rempart : « *si chacun fait un peu à son échelle* ». À l'inverse, le second sous-récit est moins affectif quoique toujours discuté dans ses modalités. Il développe les notions d'alternatives dans les filières, articule emplois nouveaux, recherche et développement et solutions durables. Construire et diversifier sont deux verbes ainsi valorisés : « *Tout d'abord, étudier avec sérénité comment sortir du nucléaire donc comment utiliser intelligemment les énergies renouvelables* » ; « *ce développement peut engendrer de nouveaux emplois : chercheurs, techniciens, industriels, commerciaux* ».

Le premier sous-récit du « pouvoir » est essentiellement porté par des enquêtés dont les catégories socioprofessionnelles sont faibles, par des inactifs (hors retraités), par des locataires et par des citoyens inquiets de la mondialisation économique et favorables à des formes d'étatisme et de protectionnisme. Inversement, le second sous-récit est le fait de catégories socioprofessionnelles supérieures et de propriétaires, insérés économiquement. Le dissensus sur le récit du « pouvoir » tient donc autant au fait que les enquêtés s'opposent individuellement dans les solutions à apporter, qu'au fait que la structuration du problème public n'est pas perçue de la même manière selon les groupes sociaux. Ce constat tend à réaffirmer les arguments de Basil Bernstein : avec la CSP augmente la capacité à donner son avis mais également la nature de l'argumentation ou l'élaboration du code utilisé.

4 Conclusion

L'analyse des discours de l'énergie fait ressortir une richesse des opinions nettement plus élaborée que ce que les sondages d'opinion illustrent habituellement. De fait, **quatre récits structurés semblent exister dans l'espace public à ce jour sur les enjeux énergétiques**. Quatre récits, souvent entremêlés, dont les modalités varient selon le degré de publicité dont ils font l'objet et le degré de consensus. Politique au sens fort, le récit du « croire » est ainsi mis hors du champ de la discussion publique à cause de sa conflictualité supposée. Moins central, celui du « faire » est pourtant un récit structuré, relativement consensuel, et une bonne entrée pour aborder les questions d'énergie. Les deux récits ouvertement mis à la discussion, celui du « devoir » et celui du « pouvoir » font l'objet d'un traitement différencié. Normatif et généralement consensuel, le premier a l'ambition d'incarner un collectif qui s'impose à mesure que le dissensus perd de sa force. Étudier le vocabulaire de la stigmatisation associé à ce récit ou observer la manière dont les interactions entre acteurs engagés et les autres permettent l'acquisition et la diffusion normative sont donc des pistes de travail potentiel. Le second discours, moins consensuel, distingue deux sous-discours socialement marqués. La perception des solutions à apporter aux enjeux énergétiques semble ainsi varier selon les groupes sociaux, notamment par le biais de leurs habitudes linguistiques.

5 Bibliographie sélective

- BERNSTEIN Basil, *Langage et classes sociales*, Paris, Minuit, 1975
 BLONDIAUX Loïc, SINTOMER Yves, « L'impératif délibératif », *Politix*, 57 (15), 2002, p. 17-35
 BOY Daniel, BRUGIDOU Mathieu, HALPERN Charlotte, LASCOUMES Pierre, *Le Grenelle de l'environnement : Acteurs, discours, effets*, Paris, Armand Colin, 2012
 DUSCHENES Sophie, HAEGEL Florence, « La politisation des discussions, au croisement des logiques de spécialisation et de conflictualisation », *Revue française de science politique*, 54, (6), 2004, p. 877-909
 ELIAS Norbert, *La société des individus*, Paris, Fayard, 1991
 ELIASOPH Nina, *L'évitement du politique*, Paris, Economica, 1998
 GOFFMAN Erving, *Les rites d'interaction*, Paris, Minuit, 1974
 HIRSCHMAN Albert O., *Exit, loyalty, voice*, Bruxelles, Éditions de l'ULB, 1995
 NOËLLE-NEUMANN Elisabeth, *The Spiral of Silence: Public Opinion, our social skin*, Chicago, The University Press of Chicago, 1993
 SHOVE Elisabeth, *Comfort, Cleanliness + Convenience*, Oxford, Berg, 2003
 STOETZEL Jean, *Théorie des opinions*, Paris, L'Harmattan, 2006 (1943)
 ZASK Joëlle, *L'opinion publique et son double*, Paris, L'Harmattan, 2000